

Unité départementale du Loiret
3 rue du Carbone
45200 Orléans

Orléans, le 08/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CJS

ZAC de la Colline
45680 DORDIVES

Références : GB n°100 / 2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement CJS implanté ZAC de la Colline 45680 DORDIVES. L'inspection a été annoncée le 18/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite effectuée suite à la réception d'une demande d'extension de près de 800 m² pour laquelle les caractéristiques techniques et organisationnelles nécessitaient d'être confrontées à la réalité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CJS
- ZAC de la Colline 45680 DORDIVES
- Code AIOT dans GUN : 0010000984
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Sans objet
- Activités : Enregistrement et déclaration

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Défense incendie du site (moyen en eau d'extinction, accès notamment) ;
- Confinement des eaux d'extinction ;
- Dispositions constructives, par échantillonnage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Constat susceptible de suites 1 : NC2 issue de la visite du 16/02/21	Arrêté ministériel du 09/04/2019, articles 8 et 15	/	
Constat susceptible de suites 2 : NC5 issue de la visite du 16/02/21	Arrêté préfectoral du 14/05/1996, point 7.5 de l'article 2	/	
Constat susceptible de suites 3 : NC6 issue de la visite du 16/02/21	Arrêté préfectoral du 14/05/1996, point 7.6 de l'article 2	/	
Constat susceptible de suites 4 : NC7 issue de la visite du 16/02/21	Arrêté préfectoral du 14/05/1996, point 8.7 de l'article 2	/	
Constat susceptible de suites 5 : Comportement au feu des bâtiments	Arrêté préfectoral complémentaire du 25/02/2005, point 1.2 de l'article 2	/	
Constat susceptible de suites 6 : Comportement au feu des bâtiments	Arrêté préfectoral complémentaire du 25/02/2005, point 1.3 de l'article 4	/	
Constat susceptible de suites 7 : Voies engins	Arrêté préfectoral du 14/05/1996, point 7.2.3 de l'article 2	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC 3 issue de la visite du 16/02/21	Arrêté préfectoral du 14/05/1996, point 1.3 de l'article 3	/	
D2 issue de la visite du 16/02/21	Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 36	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le principal enjeu sur le site est la défense contre un incendie. En cas de sinistre, les différents locaux abritant les activités ne sont pas recoupés.

De plus, la présence d'obstacles sur la voie de circulation des engins de lutte contre l'incendie ne favorise pas une intervention rapide des services de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC2 issue de la visite du 16/02/21

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019, articles 8 et 15
Prescription contrôlée : Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Non-conforme. Les cuves de traitement et les canalisations ne sont pas repérées selon le règlement CLP.
Observations : Par courriel du 1 ^{er} février 2022, transmission de planches photographiques représentant des affichages relatifs aux stockages des produits chimiques et à l'identification des cuves de traitement de surfaces. Le constat de la non-conformité NC2 de la visite d'inspection de 2021 porte sur l'affichage permettant d'identifier les cuves de traitement de surfaces et les canalisations de transport des produits dangereux. Cet affichage doit être conforme au règlement CLP (Voir le guide INRS ED794 de mai 2014, Ateliers de traitement de surface, Guide d'identification des cuves, canalisations et équipements).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : NC3 issue de la visite du 16/02/21

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 14/05/1996, point 1.3 de l'article 3
Prescription contrôlée : L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.
Constats : Point conforme
Observations : Par courriel du 1 ^{er} février 2022, transmission d'une planche photographique justifiant de l'identification du dispositif de coupure de l'alimentation en eau de la chaîne de traitement de surface
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : NC5 issue de la visite du 16/02/21

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 14/05/1996, point 7.5 de l'article 2
Prescription contrôlée : Après mise en oeuvre des mesures précédentes, l'exploitant définira et fera figurer sur un plan des zones suivantes : 1° Zones où existent des risques d'incendie (I) a) permanents (I 1) b) épisodiques (I 2) Ces zones seront constituées des volumes où en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, même occasionnellement, leur inflammation, explosion ou les émissions toxiques résultant d'une évolution intempestive de ces produits sont susceptibles d'avoir des conséquences directes ou indirectes notables sur l'environnement.
Constats : Non-conforme. L'exploitant n'a pas établi le plan des zones de risques.
Observations : Par courriel du 1er février 2022, l'exploitant a indiqué que le plan des zones à risques était en cours de vérification par la société Qualiconsult.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : NC6 issue de la visite du 16/02/21

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 14/05/1996, point 7.6 de l'article 2
Prescription contrôlée : L'exploitant établira sous sa responsabilité un plan de lutte contre un sinistre, selon les dispositions réglementaires prévues à cet effet.
Constats : Non-conforme. L'exploitant n'a pas établi le plan de lutte contre un sinistre.
Observations : Par courriel du 1er février 2022, l'exploitant a indiqué que le plan de lutte contre un sinistre était en cours de réalisation par la société Arli. Le jour de la visite, objet du présent rapport, l'inspection a vérifié les dispositions définies par l'exploitant pour mettre sur rétention le site. Ces opérations ne sont pas définies par une consignes et ne sont pas opérationnelles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : NC7 issue de la visite du 16/02/21

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 14/05/1996, point 8.7 de l'article 2
Prescription contrôlée : Il est interdit d'approcher avec du feu ou de fumer à proximité des installations de matières inflammables ou toxiques. Cette interdiction sera signalée par des moyens appropriés. L'exploitant apposera à proximité de ces installations, une plaquette indiquant le numéro du centre de secours des sapeurs pompiers, ainsi que les coordonnées des différents distributeurs de produits inflammables.
Constats : Non-conforme. Le numéro du centre de secours des sapeurs pompiers, ainsi que les coordonnées des différents distributeurs de produits inflammables ne sont pas indiqués.
Observations : Par courriel du 1er février 2022, transmission d'une planche photographique justifiant de la mise en place d'une interdiction d'apporter du feu à proximité des installations de matières facilement inflammables ou toxiques. L'exploitant n'a pas justifié de la mise à jour des coordonnées du centre de secours des sapeurs pompiers et des différents distributeurs de produits inflammables
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : D2 issue de la visite du 16/02/21

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 36
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bacs et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le stockage de produits volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, est confiné (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.
Constats : Conforme.
Observations : Par courriel du 7 février 2022, l'exploitant a transmis le tableau de description des lignes de traitements de surface complété.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des bâtiments abritant les activités de travail des métaux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 25/02/2005, point 1.2 de l'article 2
Prescription contrôlée : Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures,- couverture incombustible,- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure, Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.
Constats : Non-conforme pour le comportement au feu des bâtiments où sont implantées les activités de travail mécanique des métaux.
Observations : Lors de la visite, l'inspection a constaté, pour le local abritant les installations de travail mécanique des métaux, l'absence de mur coupe feu de degré 2h et l'absence de justification des caractéristiques des portes pare-flamme de degré 1/2 heure. L'atelier abritant les activités de travail mécanique des métaux est équipé de dispositifs d'évacuation des fumées dont les commandes d'ouverture manuelles sont situées à proximité des accès.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des bâtiments abritant les activités de peinture industrielle

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 25/02/2005, point 1.3 de l'article 4
Prescription contrôlée : Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures,- couverture incombustible,- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure, Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. [...]
Constats : Non-conforme pour le comportement au feu du bâtiment où sont implantées les activités de peinture industrielle.
Observations : Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence de mur coupe feu de degré 2h et l'absence de justification des caractéristiques des portes pare-flamme de degré 1/2 heure. L'atelier abritant les activités de travail mécanique des métaux est équipé de dispositifs d'évacuation des fumées dont les commandes d'ouverture manuelles sont situées à proximité des accès.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Voies "engins"

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 14/05/1996, point 7.2.3 de l'article 2
Prescription contrôlée : Les voies de circulation internes à l'établissement seront établies afin que : <ul style="list-style-type: none">- la manutention des substances dangereuses soit aussi limitée et aussi aisée que possible,- les dépotages de substances dangereuses puissent être effectués dans les meilleures conditions de sécurité ;- les dépôts et installations de mise en oeuvre soient toujours accessibles notamment aux services de protection civile. Les engins de lutte contre l'incendie et de sauvetage devront pouvoir accéder au bâtiment par deux voies carrossables répondant aux caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- largeur..... 4,00 m- hauteur libre..... 3,50 m- virage rayon intérieur..... 11,00 m- résistance : stationnement de véhicules de 13 tonnes en charge (essieu AR : 9 tonnes -essieu AV : 4 tonnes), pente maxi : 10%
Constats : Non-conforme. Absence du maintien de la largeur de 4,00 m de la voie de circulation (engins de lutte contre l'incendie).
Observations : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de piles de palettes en bois et d'un chapiteau comportant des matières combustibles sur la voie de circulation des engins de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites